

L'épuration en France



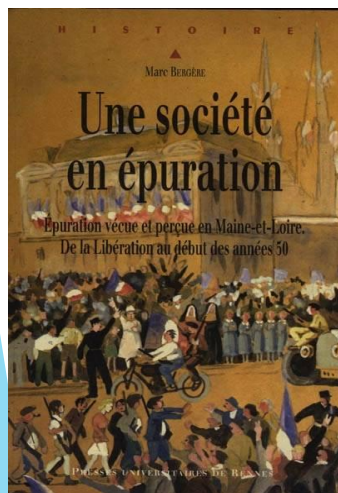
Stains, 22 octobre 1944

Marc Bergère, Professeur en histoire contemporaine.

Université Rennes 2/Tempora

marc.bergere@univ-rennes2.fr

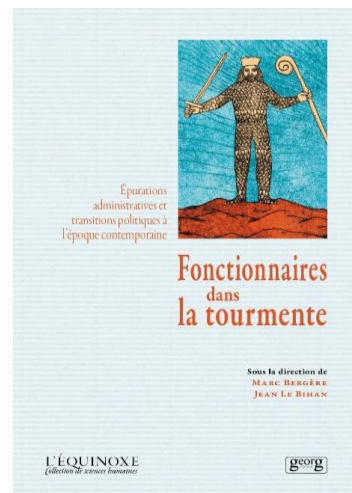
Un regard qui s'est déplacé d'une histoire de l'épuration en France ...vers une histoire internationale de l'épuration française et des épurations européennes



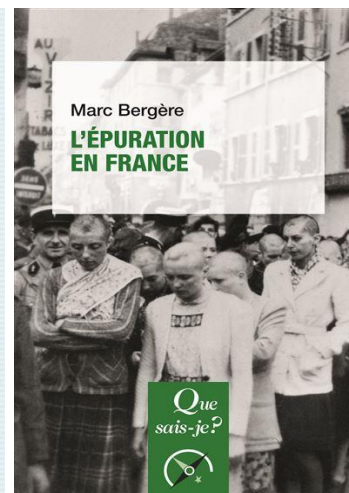
2004



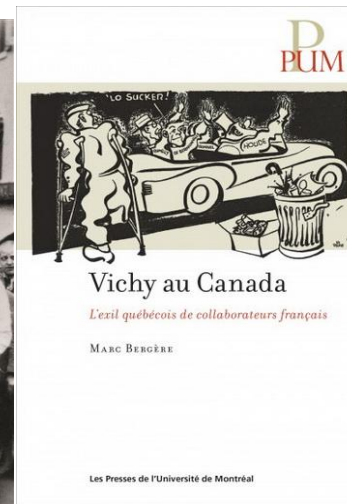
2008



2009



2018, 2023



2015



2019



2024

Épuration, histoire d'un mot : « Un mot qui sent le soufre » ?

Alya Aglan et Emmanuelle Loyer, dans *Une poignée de misérables* (Fayard, 2003)

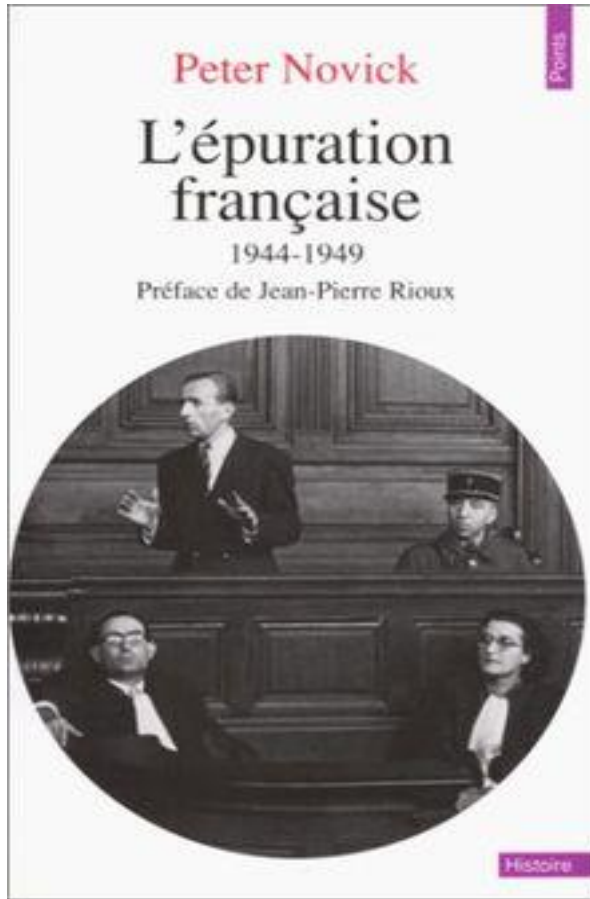
Le préfet du Bas Rhin (Bernard Cornut-Gentille) le 3 novembre 1945 :

« L'institution de l'épuration était une obligation légitime indispensable devant liquider la période de l'occupation pour laver les souillures, par respect de la mémoire des victimes de l'ennemi, par mesure d'hygiène, par nécessité d'autoprotection nationale »

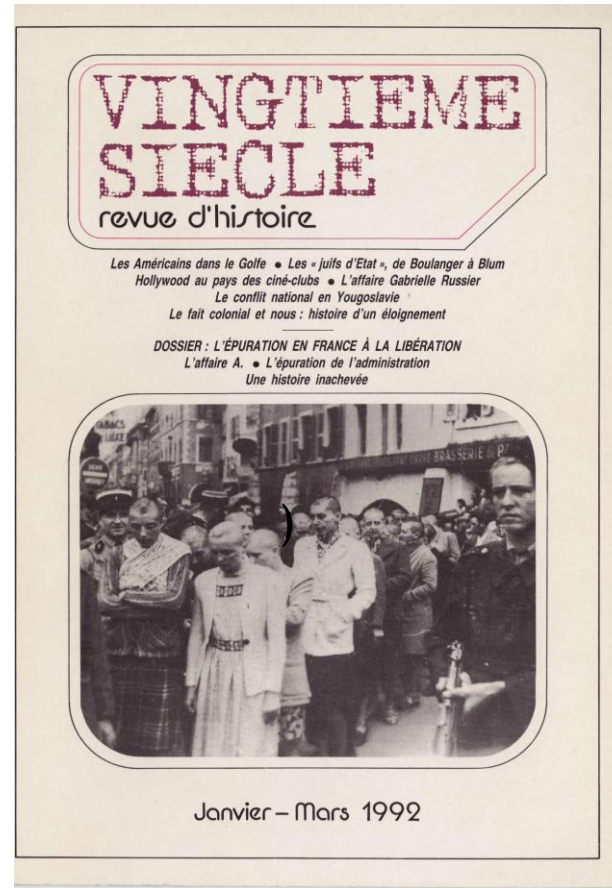
Plan de la séance :

- 1./ Où en est l'histoire de l'épuration aujourd'hui?
- 2./ Quelle lecture peut on en faire (déroulement, bilan)?
- 3./ L'épuration et la politique antisémite de Vichy

I. Approche historiographique



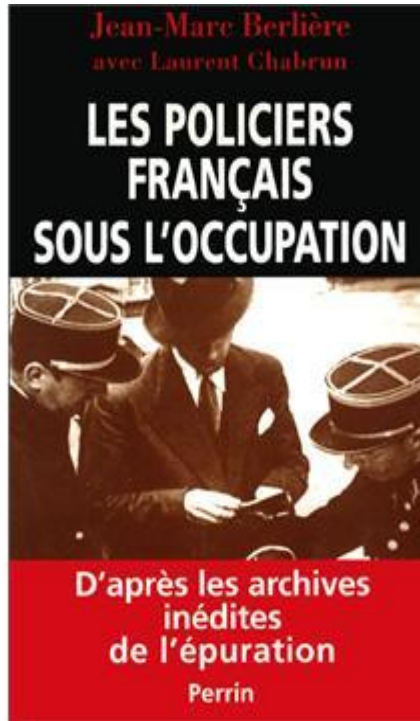
1985 (coll. Points 1991)



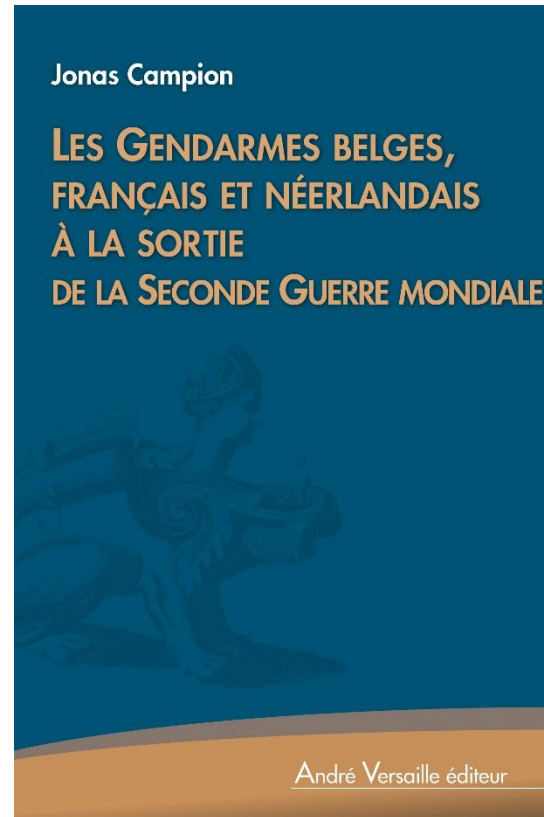
1993, 2011 « Biblis »



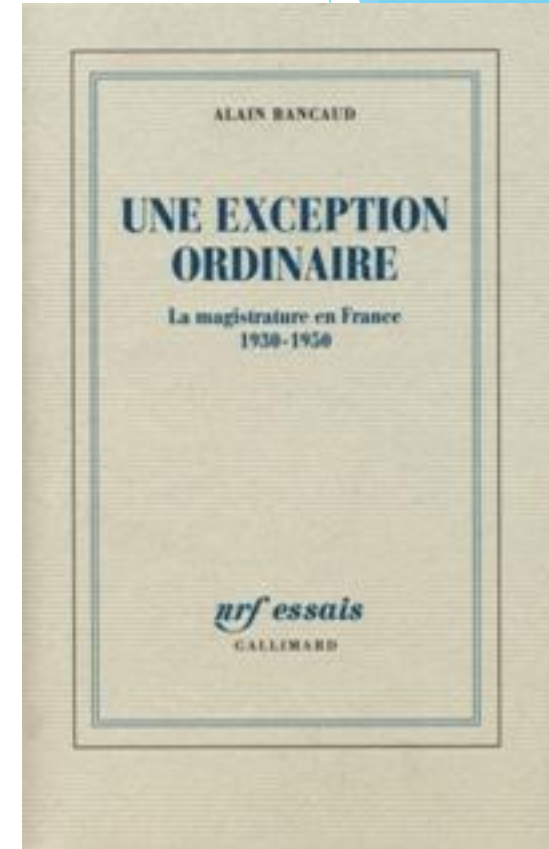
Un profond renouvellement au profit d'une histoire sociale et culturelle de l'épuration



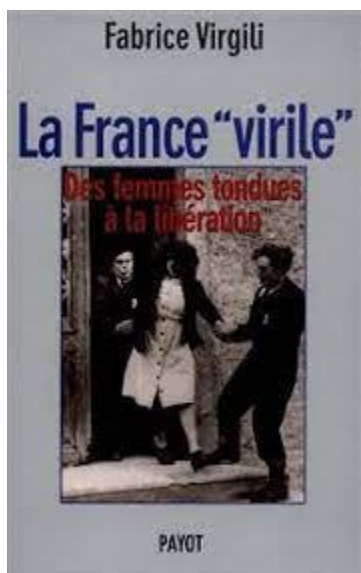
2001



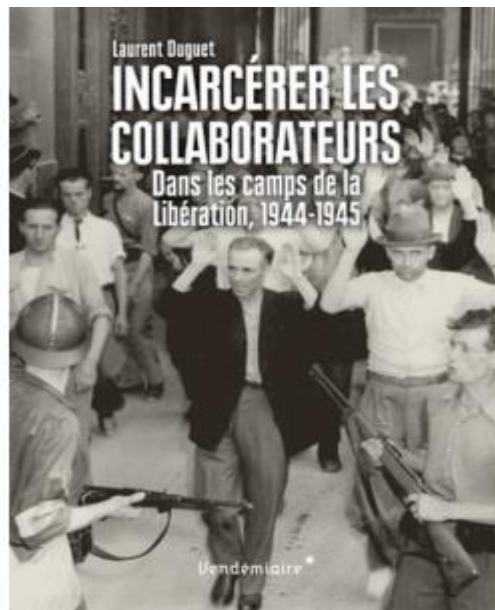
2011



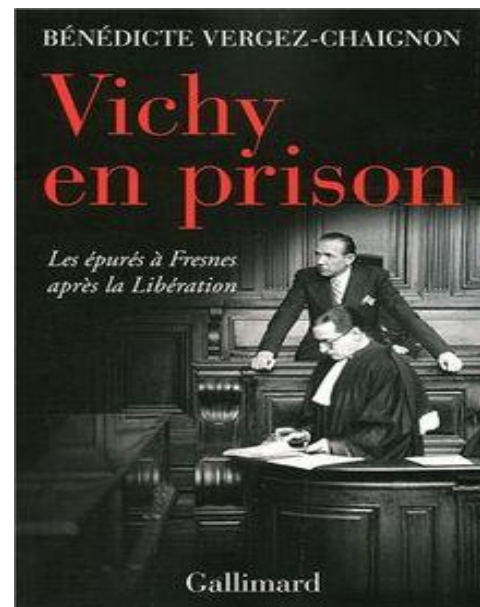
2002



2000



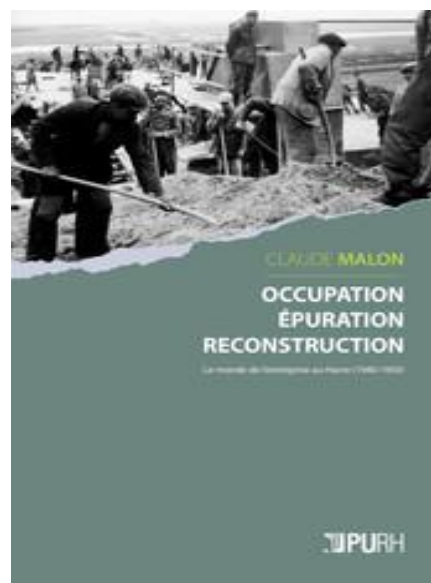
2015



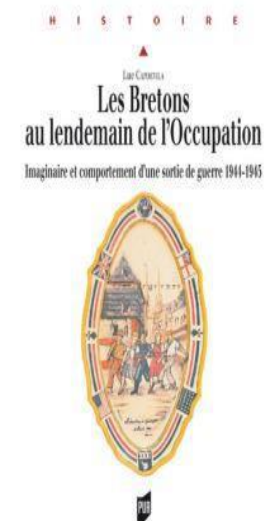
2006



2005



2013



1999

Des synthèses disponibles et accessibles :

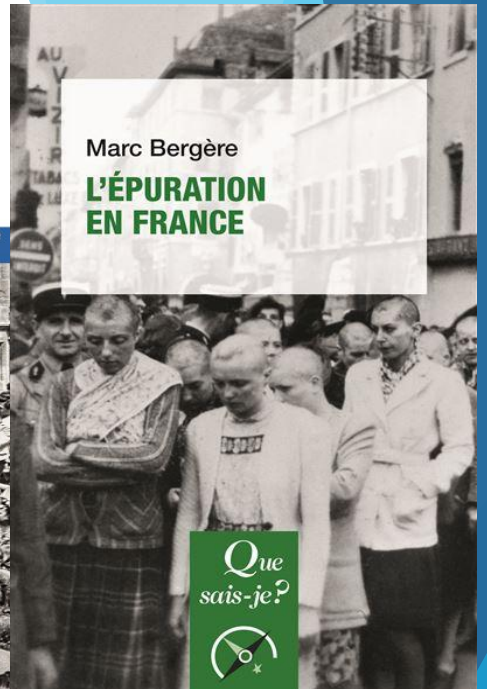
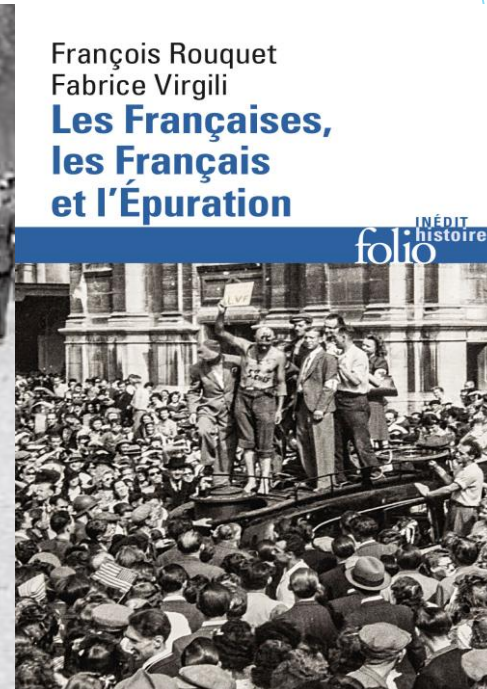


Pour une histoire du XXI^e siècle
FAYARD

2003



2010- 2024



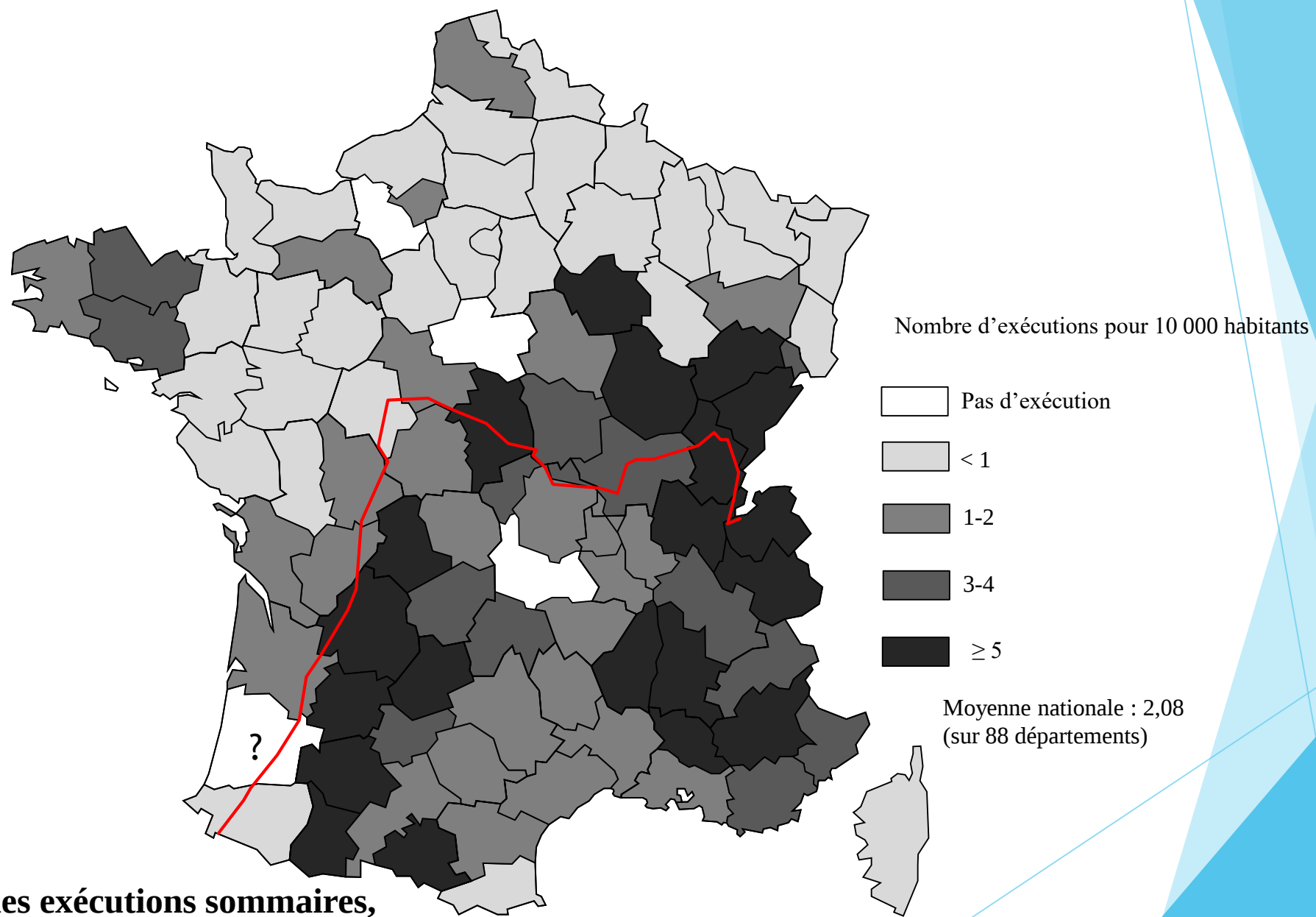
2018-2023

II. Quelle lecture ?

1./ Une réalité plurielle, un système complexe

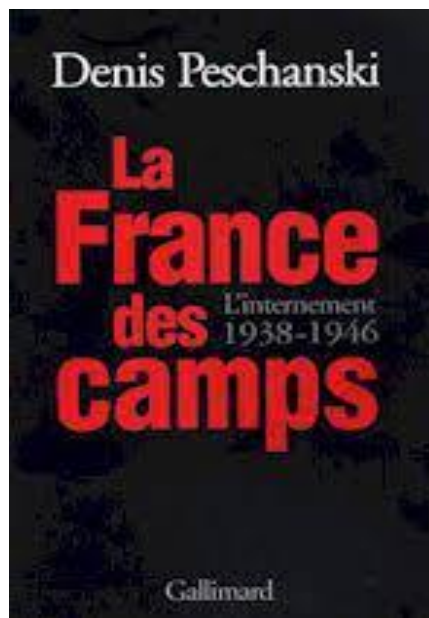


Épuration « sauvage », « extra légale », « extra judiciaire », « sommaire », « populaire », « de voisinage », « au village » versus épuration légale

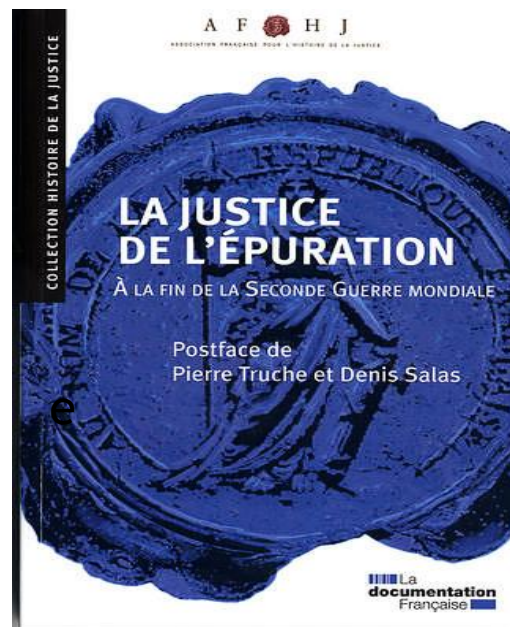


**Source : Carte des exécutions sommaires,
Fabien Lostec.**

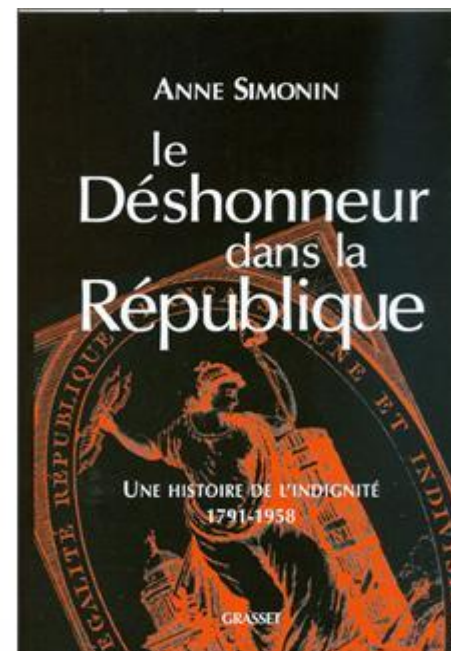
De Gaulle à Rouen en octobre 1944 : « C'est à l'État, à la justice de l'Etat, à l'autorité de l'Etat, à la force de l'Etat et seulement à sa force, à sa justice, à son autorité, qu'il appartient de s'imposer en France ».



2002



2008



2008



2017

La diversité des processus d'épuration légale

2./ Un phénomène social d'ampleur : l'épuration légale en quelques chiffres clés

Nombre de personnes arrêtées et internées, au moins à titre provisoire sur décision administrative	120 000
Nombre de dossiers ouverts en justice	311 263
Nombre de dossiers jugés en cour de justice (CDJ) et chambre civique(CC)	127 751
<i>dont nombre de dossiers jugés en cour de justice</i>	<i>57 954</i>
<i>dont nombre de dossiers jugés en chambre civique</i>	<i>69 797</i>
Nombre d'acquittements ou de relaxes (CDJ et CC) dont 3184 condamnés en chambre civique mais relevés pour « faits de résistance »	29 361
Nombre de peines de mort suivies d'exécutions	Environ 1500 Soit 767 en cour de justice, 3 en Haute cour [Laval, Darnand, de Brinon] et 769 devant des tribunaux militaires*
Peines d'emprisonnement (prison, réclusion et travaux forcés)	40 000
Dégradation nationale	95 000
Nombre de fonctionnaires sanctionnés au titre de l'épuration administrative	22 à 28 000
Préfets sanctionnés	209 dont 166 sorties de corps
Magistrats sanctionnés	400 dont 230 sorties de corps
Officiers de gendarmerie sanctionnés	240 dont 160 sorties de corps
Parlementaires déclarés inéligibles	321
Nombre de citations devant les comités de confiscation des profits illicites	123 000

Source : Marc Bergère, QSJ, 2023, p. 60-61

« *La Libération ! Quelle libération pour les femmes en 1945 ?* »



1995



FABIEN LOSTEC

CONDAMNÉES À MORT

L'ÉPURATION DES FEMMES
COLLABORATRICES
1944-1951

CNRS ÉDITIONS

2024

3./ De l'effet contradictoire du temps ?

Épuration durable, désépuration précoce, mémoire écran.

Une décrue brutale dans les prisons de l'épuration : plus de 40 000 détenus pour collaboration début 1945, 35 000 en 1946, 20 000 en 1947, 16 000 en 1948, 10 000 en 1949, 6 000 en 1950, moins de 1000 en 1954.



1983



2016

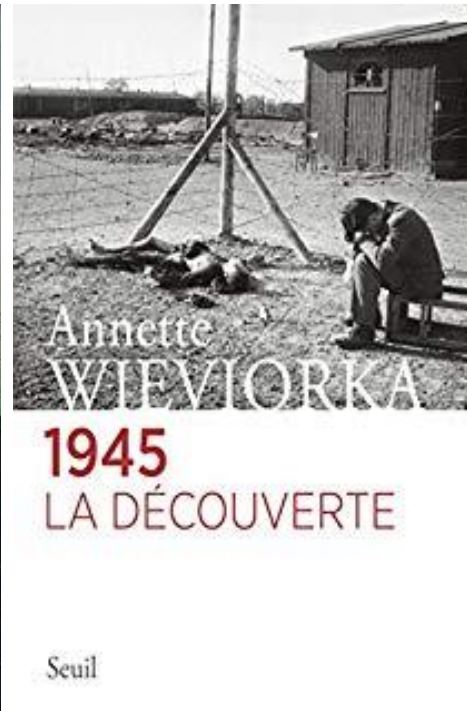
III. « L'épuration et la politique antijuive de Vichy : une justice impossible » ? Henry Rousso (*Annales*, 1993)



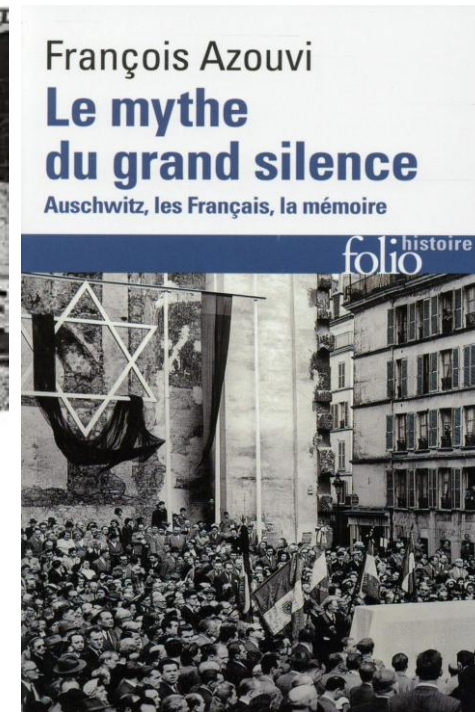
2001



Affiche Renluc
PDR, 1945



2015



2012-2015



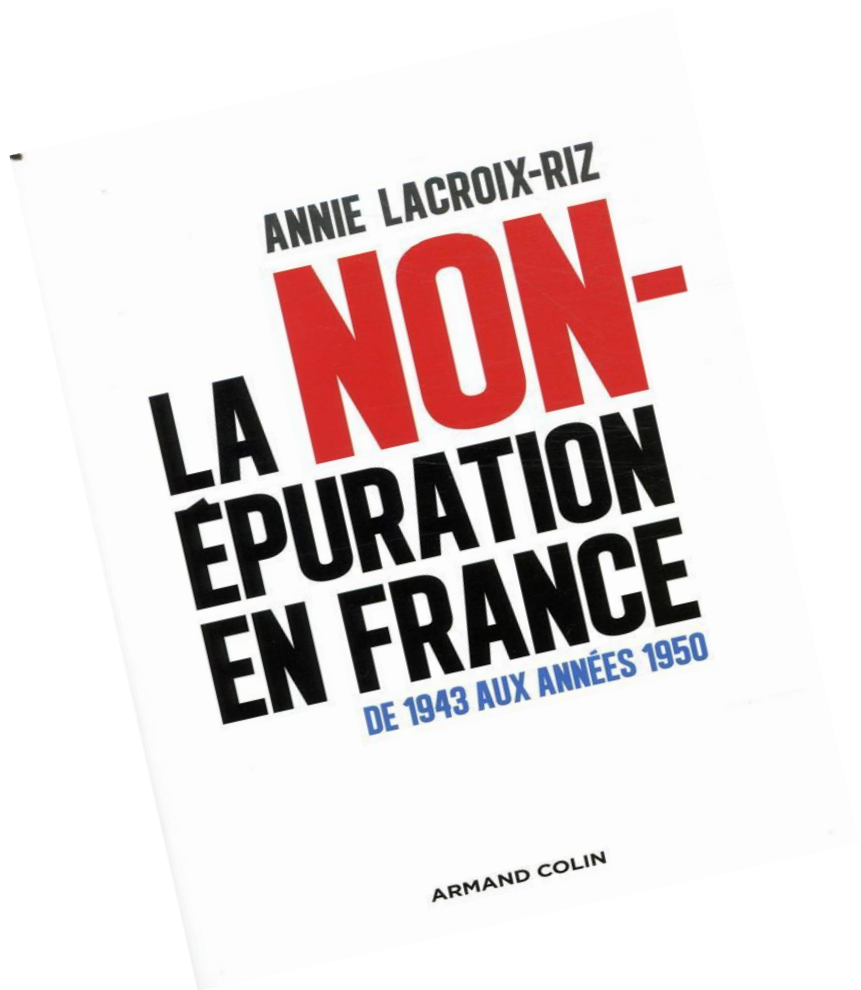
2025

La découverte des camps

Un « moment d'effraction généralisée de l'horreur », AW.

Conclusion ?

« L'épuration fut un acte révolutionnaire mis en forme légale, condamné par définition à ne satisfaire ni les révolutionnaires ni les légalistes » Raymond Aron, *Les Temps modernes*, octobre 1945



2019